

Rapport concis du colloque sur le gaz de schiste

Le 15 novembre dernier, la SEII a organisé son colloque annuel, qui portait cette année sur les enjeux, pour l'Europe, liés au développement actuel et futur de la production du gaz de schiste.

Une soixantaine de participants – en-dehors des orateurs et des organisateurs – ont pris part à ce colloque, qui était divisé en deux parties successives : la première portait sur les perspectives scientifiques et technologiques de la question, et la seconde sur ses perspectives économiques et industrielles.

Au cours de la première partie, trois orateurs – Rudy SWENNEN de la KUL, Ralph SCHLÜTER de DMT en Allemagne et Alain PRÉAT de l'ULB – nous ont dépeint la situation géologique des dépôts de gaz de schiste et la manière dont ce gaz pouvait être extrait de ces dépôts, et nous ont expliqué pourquoi les risques environnementaux étaient quasi inexistantes.

Les dépôts de gaz de schiste sont enfouis beaucoup plus profondément que ceux de pétrole ou de gaz conventionnels. De ce fait, il faut faire appel à une technique spécifique, qui utilise le fractionnement hydraulique du schiste pour en extraire le gaz qu'il contient. Cette technique, déjà utilisée depuis une soixantaine d'année, s'est perfectionnée depuis et ne cesse de le faire. Correctement appliquée, elle ne présente pratiquement aucun risque :

- La quantité d'eau utilisée est faible : entre 0,05 et 0,8 % de la consommation régionale.
- Les additifs chimiques (moins de 0,5 %) sont ceux que l'on retrouve dans bon nombre de produits de consommation ; en outre, vu la profondeur à laquelle on opère, il n'y a aucun risque de contamination des nappes phréatiques.
- Le risque sismique est nettement inférieur à celui produit par un camion de gros tonnage circulant sur la route.
- Le principal inconvénient est lié aux infrastructures nécessaires et au transport du gaz et autres matières premières nécessaires.

Au cours de la seconde partie, trois autres orateurs – Nikolaas BAECKELMANS de OGP et ExxonMobil, Tom DE FAUW de GDF-Suez et Samuel FURFARI de la Commission Européenne et de l'ULB – nous ont entretenus des enjeux industriels, économiques et politiques que constitue la production du gaz de schiste pour l'Europe. On peut résumer leur contribution comme suit :

- Les gros producteurs actuels et potentiels sont, en ordre décroissant, l'Amérique du Nord, l'Australie, la Chine, l'Amérique du Sud, l'Afrique du Sud, la Russie et la Pologne. Puis viennent quelques autres pays européens, comme l'Allemagne, la France, le Royaume-Unis, ...
- Le problème de l'Europe est double : d'une part, les ressources potentielles sont encore mal connues ; et d'autre part, le traité de l'Union Européenne stipule clairement que seuls les états membres peuvent décider de l'origine de leurs ressources énergétiques, la Commission Européenne n'étant compétente qu'en matière d'environnement. Cette dispersion des responsabilités peut entraîner des incohérences, voire des contradictions, en matière de politique énergétique au niveau européen.
- Il ne faut pas voir la question uniquement sous l'aspect énergétique : la situation aux Etats-Unis montre clairement que la production de gaz de schiste a un impact profond, direct et indirect, sur l'économie et sur l'emploi de ce pays. En Europe, le gaz de schiste étant moins abondant, l'impact serait plus faible, mais loin d'être négligeable. De plus, l'Europe pourrait de ce fait diminuer sa dépendance vis-à-vis des fournisseurs extérieurs. Mais il faudrait pour cela que les dirigeants européens convainquent une opinion publique jusqu'à présent mal éclairée à ce sujet.

- Bien sûr, les énergies renouvelables – solaire et éolienne – peuvent aussi contribuer, mais il n’y a pas du soleil et du vent de manière continue : il faut donc avoir d’autres formes de production d’électricité lorsque le vent et le soleil font défaut, c’est-à-dire augmenter les investissements. De plus, ces énergies renouvelables ne sont réellement rentables que parce qu’elles sont subventionnées.
- Enfin, un des principaux problèmes est le fait que le coût du gaz naturel importé est jusqu’à présent, pour des raisons « historiques » liés à celui du pétrole. Ceci influence à la fois le coût de l’énergie et celui de l’électricité, et obère donc la rentabilité de nos entreprises, notamment par rapport aux Etats-Unis. Si elle veut maintenir le bien-être de ses habitants au niveau que nous avons connu jusqu’il y a peu, l’Europe devra faire des choix.

Marc GOOSSENS